

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-cinquième année. — N° 225
VENDREDI 21 AVRIL 1950

Fondé en 1896 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE
INTERNATIONALE ANARCHISTE

Le numéro : 10 francs

L'eau bénite de Bidault
aura du mal à laver
les blessures des matra-
qués de Brest et de la
S. N. E. C. M. A.

La productivité

Le gouvernement vient d'officialiser le mot. Une Commission Nationale de la Productivité a été créée. Son but : rechercher le moyen de diminuer le prix de revient des objets, d'augmenter le volume de la fabrication sans en augmenter les charges.

Il existe plusieurs procédés pour augmenter la productivité. D'abord la modernisation de l'outillage. Ensuite la réduction du gaspillage de temps ou de matière première. Enfin l'augmentation de la cadence.

Or, il semble bien que lorsqu'on parle de productivité, de primes à la productivité, ce soit vers les travailleurs que les Pouvoirs publics clignent un œil complice !

Moderniser l'outillage, il est bien certain que ce problème ne concerne que les patrons ou l'Etat et que personne ne songe à demander aux ouvriers de se cotiser pour acheter des machines.

Diminuer le gaspillage de temps ou de matières premières, il semble bien que ce soit là un problème d'organisation intérieure et nous n'avons pas entendu parler de projets visant à remplacer les directions d'entreprise actuelles par les ouvriers.

Augmentation de la cadence. Cela en effet concerne les travailleurs. C'est le travail aux pièces, c'est la réduction du temps « gaspillé », autrement dit c'est intensifier l'effort des travailleurs, c'est accélérer l'usure de la machine humaine, c'est demander à ceux qui travaillent une dépense accrue d'énergie alors qu'il existe des chômeurs et des désœuvrés.

L'augmentation du rendement individuel, c'est le chômage, c'est-à-dire la diminution du volume des salaires.

Pour ne pas être un leurre, l'augmentation de la productivité doit être suivie d'une diminution des heures de travail, la mise à la disposition de la production de tous les outils et des éléments astreints à des tâches improductives. Les plans de production ne doivent pas être tributaires du profit mais des besoins.

Seule une économie libertaire peut faire de la productivité une arme d'évasion, en compensant le surcroît d'effort qu'elle exige par une augmentation des loisirs et en l'orientant non pas vers l'asservissement de l'homme à la machine, mais de la machine à l'homme.

POUR LIQUIDER FRANCO

la parole doit être donnée aux travailleurs

Certains autres, pour qui la liberté n'a pas de couleur et qui ne se nourrissent pas uniquement d'anti-stalinisme ont alors fait observer que les Russes n'avaient pas le monopole de l'oppression et qu'il y avait, à notre portée, en Grèce et en Espagne, de beaux terrains d'intervention pour les démocrates occidentaux avides de justice et de liberté.

QUAND David Rousset a lancé son projet d'enquête sur les camps de concentration en U.R.S.S., on a fait remarquer que jamais les dirigeants russes n'accepteraient de soulever — fut-ce légèrement — le rideau de fer et qu'il était en conséquence impossible de faire quoi que ce soit en faveur des malheureux travailleurs russes. « La situation nous dépasse — ont dit certains démocrates d'Europe occidentale — nous sommes impuissants ! »

Entre l'Espagne et nous, entre la Grèce et nous, pas de rideau de fer, pas d'armée rouge pour nous empêcher d'agir. Pourquoi donc ne pas commencer par là et prouver ainsi de façon éclatante que nous ne sommes pas plus pour l'oppression capitaliste que pour l'oppression stalinienne.

Les sévices de Franco contre les travailleurs antifascistes espagnols sont bien connus et n'ont plus à être prouvés : il y a quelques jours à peine 27 d'entre eux étaient condamnés à Ocaña à des peines très fortes, chaque semaine des hommes et des femmes sont exécutés pour délits politiques (1) et l'on sait officiellement qu'il y a dans les prisons d'Espagne environ 100.000 prisonniers politiques.

Comment les « Démocraties » peuvent-elles tolérer un tel état de choses, alors qu'il n'y aurait qu'un geste à faire, un simple encouragement à donner

au peuple espagnol qui se chargerait immédiatement de supprimer toute raison d'enquête en supprimant geôliers et prisons. Pourquoi ces démocraties n'ont-elles rien fait depuis 1945, date de la fin « officielle » du fascisme ? Pourquoi ne font-elles rien ? C'est qu'elles sont impuissantes, prisonnières, qu'elles sont de leur propre système. Il est dans la nature intime et profonde du capitalisme de faire passer les questions d'économie et de profit avant les questions de justice et de dignité humaine. C'est vrai pour les rapports entre individus d'une même nation, c'est aussi vrai pour les rapports entre nations. Le rideau de fer entre l'Espagne et nous c'est le capitalisme avec son réseau compliqué et sournois des intérêts et des profits. Il est moins visible que le rideau qui nous sépare de l'Europe Orientale, il est tout aussi efficace !



Une conclusion s'impose. Les travailleurs doivent comprendre qu'ils ne peuvent faire aucun crédit aux Gouvernements, qu'aucune solution n'est à attendre des politiciens et des organismes du type O.N.U. Sur le plan international comme sur le plan national, c'est par leur action autonome, directe, qu'ils pourront arriver à des résultats. Une œuvre immense de solidarité active, directe des travailleurs en faveur

du peuple espagnol se poursuit tous les jours au prix de mille sacrifices, impulsés magnifiquement par les exilés libertaires espagnols et soutenue par les groupes et fédérations anarchistes de plus de vingt pays différents.

Cette action obscure est en général méconnue. Parfois des actes plus spectaculaires viennent la relever comme ce fut le cas il y a quelques mois quand trois jeunes anarchistes italiens se rendirent maîtres de l'ambassade franquiste de Gènes ou, les 8, 9 et 10 février dernier quand les comités des I.W.W. (2) contre Franco, avec l'aide de divers mouvements libertaires américains, organisèrent une démonstration massive devant le consulat franquiste de New-York, ou encore récemment, au Mexique, la mise hors d'état de nuire d'un représentant de Franco.

Il y a là, tant dans la solidarité de tous les jours que dans ces démonstrations symboliques, les germes d'une action décisive. S'ils le veulent les travailleurs, déshérités et malheureux mais riches de fraternité et d'espoir, peuvent faire entendre leur voix et par leur intervention liquider Franco. Travailler pour libérer les victimes de Franco c'est travailler dans une large mesure à sa propre libération.

SAVOY.

(1) Pour plus de précisions voir les journaux du mouvement libertaire espagnol en exil : *Solidaridad Obrera*, *Ruta*, *C.N.T.*, etc. (en vente au *Libertaire*).
(2) Industrial Workers of the World, syndicat libertaire américain.

A Brest

LA POLICE ABAT UN GREVISTE

A Brest la situation tendue depuis quelques jours s'est brusquement aggravée. La police a tiré ! Un homme a été abattu, 65 autres blessés dont 23 grièvement.

La brutalité policière a été si manifeste que ce n'est plus la C.G.T. seulement, mais toutes les organisations syndicales qui s'élevèrent avec indignation contre la répression orchestrée par le jésuite Bidault.

Cette colère que nous ressentons tous, lorsque nous voyons une nouvelle fois des travailleurs matraqués, pourchassés, abattus par l'autorité capitaliste, ne nous empêchera pas de penser que la combativité de la classe ouvrière mériterait d'être employée à autre chose qu'à la « libération » d'un député arrêté pour violence, couvert par l'immunité parlementaire et risquant tout au plus huit jours de prison avec sursis si celle-ci est levée.

Le "scandale" de Notre-Dame

Le *Libertaire* n'avait pas cru, la semaine passée, devoir intervenir à propos du « scandale » de Notre-Dame. D'une part, nous n'avions pas donné à cet événement toute l'importance qu'il acquiert, d'autre part, nous nous réservions de

donner notre point de vue après information et surtout, d'intervenir dans la défense du jeune inculqué. Mais la presse quotidienne ayant ouvert le débat, nous ne saurions attendre davantage.

L'information donnée dès le lundi par la presse quotidienne nous avait désagréablement surpris. Et nous sommes heureux qu'André Breton ait relevé dans *Combat* du mercredi « le ton patelin » avec lequel ce journal avait informé ses lecteurs en portant même toute information sérieuse, un jugement extrêmement partial, hostile au geste de Mourre et de ses amis.

Sur le fond d'abord : les quelques paroles qu'a prononcées Mourre étaient, n'en déplaise à Jean Paulhan, très vraies, très intéressantes, très profondes. Stigmatiser une Eglise dont l'inspiration est de renoncement, d'humilité, de refoulement, c'est défendre la vie, c'est affirmer la puissance et la jeunesse de la vie, c'est revendiquer pour la vie contre une morale d'interdiction, de limitation, d'atrophie. Et cela venait merveilleusement à point, alors que les magistrats renversés et les éblouissants sophismes des conférences du père Riquet touchaient à leur fin. Nous en traitons d'autre part.

Et puis, nous ne pouvons suivre Thierry Maulnier dans sa naïve (?) interrogation : « Y a-t-il des gens de bon sens pour croire que les dangers qui menacent la liberté humaine et les puissances contre lesquelles il se serait honoré de lever l'arme du scandale ont leur trône dans les cathédrales ? ». Que Thierry Maulnier pense à l'Espagne — entre autres, — qu'il s'en informe. Le silence de l'Eglise de France suffit à sa culpabilité. Nous jugeons l'Eglise à ce qu'elle fait lorsqu'elle détient la puissance... Et même en France, Th. Maulnier est-il si sûr que l'Eglise ait cessé d'être un ennemi de la liberté ?

En tout cas, nous qui n'avons pas hésité à exécuter en Espagne un archevêque béniissant les massacres d'ouvriers, nous sommes sans doute avec les surréalistes, avec Breton, avec Nadeau aussi, les plus proches du geste de Mourre.

Nous ajouterons que, sans doute, comme le laisse penser Paulhan, les inquiets, les mal-pensants d'à n s l'Eglise — et qui sait, peut-être justement des Dominicains ! — ne désavaient pas, au fond d'eux-mêmes, les paroles de Mourre, et son acte.

Venons-en donc, aux actes. Justement, s'il y a, en l'Eglise, des inquiets, donc en fait, des révoltés, des hérétiques (même s'ils le nient), ce sont des hommes qui ont le sens du scandale. Nous voulons croire — puisqu'on parle quelquefois de chrétiens révolutionnaires, de catholiques anarchistes — que ceux-ci auront été, au fond, d'accord et que l'opportunité de l'acte sera de peu de poids dans leur opinion.

Il est certain, d'ailleurs, que le geste de Mourre — nous n'osions l'espérer — aura remué l'opinion et

Les soucis de M. Bidault :

MAINTENIR LES PRIVILEGES ET LES BAS SALAIRES

AVANT avoir placé toutes les forces de l'Etat au service du patronat, Bidault, aujourd'hui essai de jouer les arbitres et s'en prend aux « organisations professionnelles ». Le mouvement de grève du mois passé, brisé grâce au soutien inconditionnel qu'il accorda à la C.N.P.F. (1) a laissé cependant des séquelles. A Brest, Clermont, Marseille, Paris, des travailleurs sont en lutte, partout ailleurs le mécontentement, la rancœur, la colère couvent. Un lourd malaise s'est abattu non seulement sur la classe ouvrière mais sur le pays entier. On sent que rien n'a été résolu, même pas provisoirement, que la productivité, cette nouvelle panacée, le tam-tam mené autour du franc, « monnaie la plus saine », aux dernières nouvelles, ne sont que trompe l'œil destinés à maintenir le statu-quo des prix et des salaires afin que l'emprunt, préparé par le gouvernement, puisse être lancé dans un climat favorable.

M. Bidault, dans son discours de Lyon, insiste pour la reprise des négociations entre patrons et ouvriers, et rejette la responsabilité de la prolongation du conflit sur les premiers.

« ...La libre discussion n'est pas la liberté de ne pas discuter... » affirme-t-il. Gageons que si les travailleurs de Clermont et d'ailleurs ne s'étaient pas mis en grève, il ne lui serait jamais venu à l'idée d'inciter les patrons à augmenter leurs salaires...

Il ne s'agit d'ailleurs même pas de cela, il s'agit « ...du Comité national de la productivité qui va élaborer en France une politique de la productivité, seule base saine pour permettre l'octroi de hauts salaires, alors nous aurons résolu, sur le plan de la concurrence internationale, le problème des débouchés. »

Or, une discussion peut-elle

avoir pour base cette productivité que personne ne peut définir, que Bidault lui-même se garde bien d'aborder ?

D'autre part, et en même temps qu'il jette un pleur sur la condition ouvrière, les C.R.S. matraquent les travailleurs de la S.N.E. C.M.A. dont trois mille viennent d'être licenciés. L'usine ferme ses portes et la remise en activité se fera sur convocation individuelle. Nous avons compris...

Au fond de tout cela se retrouve l'impuissance. Et aussi la volonté de conserver intact les privilèges, le mépris, voire la haine des travailleurs que l'on voudrait courber sous le joug de quelque réaction nouveau genre dont les promoteurs figurent parmi l'alle droite du M.R.P. Mais l'heure de l'oppression totale n'a pas encore sonné et il faut maintenir une apparence d'impartialité... Ne parle-t-on pas dans les couloirs du Palais-Bourbon d'un retour probable des socialistes au gouvernement, retour qui serait un gage donné aux travailleurs mystifiés ainsi une fois de plus ?

D'autre part, il semble bien que la préoccupation essentielle, aussi bien pour la France que pour les autres pays occidentaux, soit l'exportation qui assure au gros patronat de substantiels bénéfices. Et dès lors, un abaissement des prix de revient, c'est-à-dire un abaissement des salaires compensé par le travail au rendement généralisé (alias productivité) s'avère indispensable.

Loin de vouloir l'amélioration de la condition ouvrière, Bidault, malgré ses hypocrites déclarations, lutte contre toute hausse notable des salaires. Il sait trop bien que l'exemple donné par le secteur privé serait immédiatement suivi par le secteur public.

Or, ce n'est pas au moment où la Trésorerie est en difficulté, où

(1) Confédération Nationale du Patronat Français.

(Suite page 2, col. 2.)



Abonnez-vous

Nom :
Prénom :
Rue : No :
Lieu :
Département :
déclare souscrire un abonnement au *Libertaire* pour une durée de
6 mois (1) 250 fr.
1 an (1) 500 fr.
et vous adresse ce jour un mandat à votre C.C.P. 5561-76 Paris. Robert Joulin.

REDACTION-ADMINISTRATION
Robert JOULIN 145, Quai de Valmy
Paris-19^e C.C.P. 5561-76

FRANCE-COLONIES
1 AN : 500 FR. - 6 MOIS : 250 FR.
AUTRES PAYS
1 AN : 750 FR. - 6 MOIS : 375 FR.
Pour changement d'adresse, joindre
25 francs et la dernière bande

122.762 francs !

Les travailleurs ont répondu à l'appel de leur journal. La quinzaine du *Libertaire* a rapporté 122.762 francs. Un des numéros du *Libertaire*, en retard, a pu être payé. 122.762 francs ! Un premier effort prometteur ! S'il continue, et il continuera, la menace qui pesait sur notre libre journal ne sera plus qu'un mauvais souvenir.

LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

Dans la société actuelle, la liberté d'expression est un leurre. Seuls, des moyens financiers considérables autorisent la diffusion de la pensée, et seule la pensée conformiste dispose de ces moyens. L'homme qui perçoit le révolutionnaire et limiter ses efforts à son développement culturel est comparable au « sauvez votre âme » des chrétiens et synonyme d'égoïsme. Seul l'acte confirme. Seul il porte des fruits. C'est pourquoi nous fai-

LA QUINZAINE DU LIBERTAIRE (du 9 au 15 Avril)

Gpe de Lille, 1.624 ; Lagoutte, 620 ; Boudou, 200 ; Ader, 100 ; Caral, 100 ; Sabatin, 500 ; X, 10 ; Prince, liste 37, 510 ; Paris Est, liste 39, 610 ; Paris Est, 80 ; Millot, 300 ; Lante, 100 ; Parane, 1.000 ; H et B, 200 ; Gpe Paris III et X, 1.000 ; Theurot, 50 ; Courbevoie, 500 ; Anonyme, 200 ; Chapron, 300 ; Streelandt, 50 ; G. Martin, 500 ; Deleuze, 1.000 ; Langen, 300 ; Martinez A., 1.000 ; Gardebois, 100 ; X, 10 ; Franco C., 500 ; Pons J., 100 ; Peince-dé, 200 ; Seux, 500 ; Dherry, 200 ; Labeche, 300 ; Daillan, 50 ; Gpe de camarades d'Ottmarshelm, 2.000 ; Lyaudet, 100 ; Cacho, 300 ; Anonyme, 200 ; Jehanne et Joseph, 200 ; Cosquer, 200 ; Suchet, 1.000 ; Gouque-net, 200 ; Fernandez Jeanne, 1.000 ; Bon R., 400 ; Serrée, 150 ; Mme Gil, 50 ; Busson, 118 ; Favaud, 50 ; Miran, 200 ; Gaby de Rennes, 500.

Redoublez d'efforts ! Sauvez votre journal !

danger inhérent au maintien des normes sociales actuelles et veut prendre part au combat ne serait-ce que pour se désolidariser d'un monde homicide et faire acte d'opposition, ne peut se suffire de gestes symboliques. Avoir une conscience

Robert Joulin
C.C.P. 5561-76 Paris

LES REFLEXES DU PASSANT



OSSUAIRE

mets de la gloire. Douaumont, œuvre de Pétain, grand'œuvre attend. Qu'il y aille ! Et que tous les fantômes se lèvent ! Quelle sarabande alors. Et quels cris, sur l'air des lampions : Pétain, le boucher, Pétain, les fusilles pour l'exemple, Pétain à Montoire, Pétain-goupillon, Pétain. Nous voilà, nous les pauvres lâches qui avons marché avec les cognes au cul, et le Pétain installé à 50 km. à l'arrière. Nous voilà nous, les héros tombés la gueule en avant dans nos beaux uniformes, suaires patriotiques vendus par les patriotes tisseurs de Roubaix ou de Lille. Nous voilà maintenant dans nos squelettes bien blases, bien propres, décentés, avec la phalange sur le fémur, un rire aussi profond que notre bêtise sur nos mâchoires brinqueballantes. Pétain, Joffre, de Gaulle, Hitler, Staline, Churchill, grands chefs, grandes gloires, égarés. A propos, est-ce bien la vieille ganache que veut le Rémy ? Mais non, elle n'est plus qu'un symbole. Il s'agit de donner la parole aux « anciens de Verdun », à ceux des bérets basques et des croix, à ceux qui portent sur leur poitrine des cimetières. Et aux autres ! les jeunes-vieux qui réclament des cliquets de sabres et des bruits de clairon, et des chefs vénérés pour se faire botter les fesses. Aux sous-officiers et leur sacré-cœur sanglant comme un petit Vietnamien empalé sur la baïonnette libératrice. A tous les sadiques, les masochistes qui aiment les coups, à tous les ciréurs de boîtes, à tous les agenouillés, à tous les rampants, à toutes les brutes qui veulent écraser les hommes sous leurs talons glorieux. OLIVE.

LE "SCANDALE" DE NOTRE-DAME

(Suite de la première page) Face à une Eglise habilement conquérante, un geste brutal qui peut paraître maladroit est peut-être la meilleure réponse, le signal qui va faire sortir de la torpeur quelques existences. Nous, anarchistes, qui avons l'habitude de voir nos réunions troublées par des équipes de jeunes fanatiques de l'Eglise catholique alors même que nous leur offrons la contradiction, nous comprenons mal pourquoi l'Eglise jouirait d'un privilège. Est-ce à dire que nous allons, chaque dimanche, aller troubler un culte ? Non, sans doute, mais nous avouons que Mourre et ses camarades ont réalisé un espoir que bien des militants anarchistes ont souvent caressé. Cela encore nous rapproche de Breton et de ses amis. Ce n'est que plus marqué que les « vandales » du dimanche de Pâques n'aient pas été des nôtres. Empêcher les conformistes de tenir leur culte ? Non point, Pauwels. Mais une bonne fois, aller crier, enfin, que l'Eglise est malsaine, mortuaire et meurtrière est beau et sain. S'il y a eu, ce dimanche de Pâques malade et grotesque, cela revient aux fidèles prêts à lyncher Mourre et aux ridicules hallebardes que les Suisses ne manquent pas de brandir. Qu'on ne parle donc ni de goujaterie, ni même de maladresse. D'héroïsme ? Non plus. Mais de santé. Quelles que soient les raisons qui ont fait que Mourre ait quitté les Dominicains, quelle que soit, par ailleurs, la valeur, ou l'équilibre, de Mourre et nous n'avons pas ici à nous porter garant de sa personnalité.

AUX AUBERGES DE LA JEUNESSE

CONSERVER L'INDÉPENDANCE

Le C.L.A.J.P.A., en fonction des décisions issues du dernier Congrès de Puteaux, a participé à la création de la Fédération des Auberges de Jeunesse, au comité directeur de laquelle se retrouvent — comme par hasard — tous ceux qui affirmaient ne pas être satisfaits par le projet du Ministère. Nous espérons toutefois que ces bons apôtres ne se sont pas trop fait violenter. Le M.L.A.J. représentait à notre sens la meilleure formule pour une organisation de jeunes, gérant eux-mêmes leur secteur de loisirs, sans ingérence politicienne ou étatique. Dans cette rubrique, nous signalons que la transformation du M.L.A.J. en C.L.A.J. fut le premier pas vers l'étrangement vers laquelle il semble aboutir. La représentation de certaines organisations (dont nous ne disputons pas la valeur) dans les conseils d'administration était déjà une atteinte aux principes de la gestion et du contrôle direct. Nul, mieux que le résultat du Congrès de Puteaux, ne peut illustrer ce que nous avançons. Les voix qui détiennent les représentants de ces organismes ont complètement faussé le résultat du vote. Nous pouvons affirmer que sans ces voix, les Ajustes souverainement représentés s'opposaient à la Fédération d'Etat. En 1946, pourtant, les Ajustes ont su, en s'opposant à la Fondation, faire échec à une caste de bureaucrates qui voulaient se substituer à la gestion par les usagers. En fait c'est ici que se joue la partie. L'Etat, les politiciens et les bureaucrates ne peuvent tolérer de précédent exemplaire. Et l'Ajustisme actuel, par ses méthodes, constitue ce précédent révolutionnaire. Par sa structure et son esprit, le M.L.A.J. et ses activités échappent à la tutelle des fonctionnaires, des techniciens, des contrôleurs que l'Etat traîne derrière lui. C'est un mouvement qui est appelé à prendre toujours plus d'influence dans les milieux « jeunes ». Les militants qui le composent décident tout seuls — comme des grands — ce qu'il convient de faire, quelle doit être l'orientation de leur mouvement. Une telle situation détonne dans l'Etat bourgeois. Cette jeunesse « tapageuse et turbulente », il faut l'assagir, la discipliner ; pour son bien, évidemment. Et pour bien le montrer, on va lui donner des aides, des guides, des chefs, des techniciens, des farfelus, des romaggers, des inamovibles. On ne peut tout de même pas laisser toute cette jeunesse désorientée ! Allons, réfléchissez, camarades ! Ne voyez-vous pas l'immense dupé, dont après avoir été les complices inconscients, vous serez les victimes ? Au travail ! pour l'indépendance ! SICAL.

La semaine prochaine : REPOSE A LA « VERITE »

Prolétariat intellectuel

V. — LE PROBLÈME ÉTUDIANT : LE MOUVEMENT F.E.R., LA SOLUTION

Dans la première quinzaine de décembre, des tracts sont apparus sur les murs de la Sorbonne et des autres facultés, ont circulé dans les amphithéâtres et ont été distribués à la sortie des cours. Ils exprimaient l'opinion d'un groupe de jeunes anarchistes, étudiants, ouvriers et syndicalistes qui proposaient aux étudiants des choses : un mode d'organisation d'abord, une méthode d'action ensuite. a) Un mode d'organisation : De l'avis des anarchistes, il ne peut y avoir de solution au problème étudiant que dans le cadre d'une organisation fédéraliste, étudiante, révolutionnaire. Organisation fédéraliste, parce qu'il nous semble évident que la racine profonde du problème étudiant est l'inconscience des étudiants, inconscience qui trouve son origine dans la confusion sociale et dont la conséquence est la gestion des institutions étudiantes par des personnes incapables ou indifférentes, parfois les deux, en tous cas n'agissent pas sous le contrôle des principaux intéressés, les étudiants eux-mêmes. De ce fait, nous pensons que le seul moyen permettant de « réveiller » les étudiants est de les mettre en présence de leurs responsabilités, de les inciter à discuter eux-mêmes les pseudo-solutions en présence, à dégager un mode d'action constructif, cela directement, sans qu'il soit possible de décharger ces tâches sur de quelconques « responsables ». Des rapports interindividuels plus étroits sont donc nécessaires pour que la libre confrontation des idées puisse être élaborée des prises de position, tenant compte des besoins de tous. En bref, nous nous refusons à ce qu'une

minorité (U.N.E.F., par exemple) prenne en charge ces confrontations et impose les décisions qui en découlent. Organisation étudiante, en outre, parce que les étudiants ont des intérêts particuliers, à la fois en tant que consommateurs, qu'en tant que futurs producteurs. Il leur appartient, en effet, d'une part, d'assurer le contrôle de la gestion de toutes les institutions régissant la vie étudiante (Facultés, restaurants, sanas, Sécurité sociale, cité, copar, etc...), afin de les adapter à leur fonction. La gestion directe aurait le triple résultat d'éliminer tous les parasites administratifs (doyens, recteurs, directeurs, inspecteurs, etc...), d'assouplir la structure de l'Université en l'ajustant aux réalités, plutôt qu'aux desiderata d'un ministre, de développer par l'exercice de cette responsabilité collective, le sens de la responsabilité individuelle. Il importe d'autre part que les étudiants préparent leur intégration dans la structure sociale, face aux obstacles accumulés de vant eux, soit par des professionnels organisés qui entendent conserver un monopole, soit par d'autres groupes économiques, politiques ou confessionnels qui s'érigent en défenseurs d'une société périmée. En fait, les conditions économiques pendant les études sont solidaires de celles qui contrôlent l'exercice de la profession. Elles sont commandées par les mêmes facteurs : le capital et l'Etat. Organisation révolutionnaire, enfin, parce qu'il ne saurait y avoir de solution réformatrice valable ; Si les étudiants se bornent, par exemple, à revendiquer une aide matérielle de l'Etat, que se passe-t-il ? En premier lieu, ils écartent toute action directe et limitent leurs efforts à essayer d'attendrir parlementaires et bureaucrates. En second lieu, l'Etat peut très bien décider de se servir des universitaires. Ainsi, après les avoir réduits à la misère, il les achète par une prétendue générosité. Il est fort possible que les revendications soient satisfaites, que l'attribution d'un pré-salaire ou de primes rende privilégiée la classe étudiante. Ce serait au prix d'un asservissement sévère des bénéficiaires. L'Université achèterait de se transformer en caste, où se feraient jour les bassesses de la délation et de la servilité. Nous avons vu que c'était l'aboutissement logique de la voie choisie par les groupements dont nous avons parlé : Staliniens, catholiques, pontes de l'U.N.E.F., n'espèrent qu'en l'Etat, mais se demandent-ils d'où viendrait l'argent qu'ils réclament ? L'Etat pressurerait encore plus les travailleurs ! Il est clair que si les étudiants se désolidarisent des masses laborieuses, ils n'ont pas grand-chose à attendre de l'avenir. Il faut qu'ils se rendent compte, de plus, que ne pas vouloir léser les travailleurs conduit à acculer l'Etat à se détruire lui-même ; que nos revendications soient sociales et l'Etat sera obligé de rendre au peuple les richesses volées, de disparaître, car il serait bien entendu qu'à toute tentative de faire supporter à d'autres le poids de l'amélioration de notre sort, répondrait une révolte de notre part. Remplaçons la lutte pour l'étatisation de l'enseignement par le combat pour sa socialisation. L'Etat ne représente que des bureaucrates et des politiciens ; notre action à nous doit aboutir à l'organisation coopérative de l'éducation, tenant compte des besoins et des possibilités des étudiants, des professeurs, des familles, des producteurs, des professionnels, harmonisés par l'intermédiaire d'une structure fédéraliste de la société. Une méthode d'action : Il ne suffit pas, évidemment, d'élaborer des solutions pour faire œuvre valable ; il faut aussi réfléchir aux moyens de lutte, et les promoteurs du mouvement de F.E.R. n'y ont pas manqué. Quels sont donc les moyens dont disposent les étudiants, en particulier, une fois qu'ils ont admis le principe du fédéralisme étudiant révolutionnaire ? Des buts révolutionnaires requièrent des méthodes révolutionnaires. Il ne s'agit plus de faire des pétitions ou d'aller visiter des parlementaires ; il ne s'agit même plus de faire une grève d'avertissement ; les étudiants en seraient les premières et seules victimes. Il importe d'exercer une pression sur la société, et la lutte sera donc sociale et se jouera sur le double plan où se déroule la vie de l'étudiant. L'interpellation totale de la scolarité, avec piquets de grève et intimidation des étudiants et professeurs réactionnaires, sera complétée par le refus concerté des devoirs sociaux. Les étudiants refuseront de payer leurs

MILITANTS DIFFUSEURS DU « LIB »

Le 1^{er} Mai, les militants sont priés de vendre le « Lib » aux bureaux de pointages syndicaux.

repas, leur loyer, les transports, les inscriptions universitaires et opéreront le sabotage scientifique de la vie sociale, partout où cela sera possible. Un mouvement de révolte étudiant, collectif et concerté, pourrait être, l'étincelle qui donnerait naissance à une flamme insurrectionnelle. (Des exemples historiques confirment ces vues : Quelle fut l'origine de la révolution russe ? De l'éveil syndicaliste en France à la fin du siècle dernier ? Du mouvement d'émancipation hindou ? Et à l'heure actuelle, agiraient-ils méconnaissant le rôle des étudiants dans la lutte antifasciste en Amérique centrale ?) CONCLUSION Nous avouons qu'il est impossible de déterminer avec certitude si le sens de l'évolution de la mentalité étudiante sera positif. Nous constaterons cependant, qu'en dépit de toutes les causes d'apathie que nous avons énumérées, une certaine inquiétude se fait jour. Nombreux sont ceux qui éprouvent un vif sentiment de malaise devant le caractère inexorable de la pression sociale. C'est ainsi que l'on a vu des étudiants se réunir en cercles d'études pour pallier à l'imperfection de l'enseignement éditor des bulletins à l'usage des étudiants plus défavorisés et qui ne peuvent assister aux cours. Dans tous les domaines, spontanément, des groupes à structure libertaire prennent naissance... Sur le plan des idées, de plus, l'objectivité de certains spécialistes des sciences de l'homme a une influence certaine : quotidiennement, des sociologues, des psychologues, des biologistes, des éducateurs, explicites de caractère anarchiste, Gagnons que nombre de ceux qui, demain, seront des anarchistes conscients, sont aujourd'hui à mille lieux de donner ce nom à leurs conceptions les plus fermes. (Ne serait-ce que les promoteurs des maisons communautaires d'étudiants, qui ont montré et montrent encore tous les jours qu'en dépit de l'obstruction des pouvoirs publics, la gestion directe était réalisable.) Il ne tient qu'à nous de coordonner ces différents courants. Déjà, par l'activité du F.E.R., des sympathies ont été éveillées. Sachons utiliser nos forces idéologiques. Propageons dans les milieux universitaires les notions de fédéralisme, de gestion, d'action directe, peut-être rencontreront-elles un écho que nous ne soupçonnerions pas. Quel qu'il en soit, il est évident que la collaboration entre les jeunes travailleurs et les étudiants pour l'édification d'une société plus humaine est souhaitable et ne peut que hâter la prise de conscience du prolétariat en général, qui à l'heure actuelle est aussi bien intellectuel qu'ouvrier et que paysan. (Fin.) Charles DEVANÇON

En vue de renforcer la coordination effective de notre action, nous demandons à nos lecteurs, étudiants, de se mettre en rapport avec nous. S'adresser au responsable aux questions étudiantes, Commission des Jeunes, 145, quai de Valmy, Paris (10^e).

A la mémoire de Marie-Louise Berneri

Le 13 avril 1949, Marie-Louise Berneri nous quittait. En ce premier anniversaire de sa mort, ses compagnons de Grande-Bretagne publient une brochure dédiée à sa mémoire et qui rappelle les principales étapes de sa vie et l'intensité de sa vie militante. Le COMITE MEMORIAL qui édite cette brochure envisage de recueillir et de publier tous les écrits de Marie-Louise dont l'importance est capitale dans la littérature de notre mouvement international. Le Comité pense aussi rééditer les classiques anarchistes en langue anglaise, sous le nom du Comité Marie-Louise Berneri, afin de perpétuer la mémoire de notre camarade. Un appel a été lancé pour un fonds de mille livres (1 million de francs) ; 300.000 fr. ont déjà été recueillis. Les camarades de France qui voudront apporter leur contribution ou se procurer la brochure déjà parue (très belle édition, très artistique, avec de nombreuses photos) pourront faire parvenir les fonds et commander la brochure (250 francs) au « Libertaire » qui transmettra : Robert Joulin, 145, quai de Valmy, Paris X^e, C.C.P. 5561-76.

Les soucis de M. Bidault

(Suite de la première page) le franc, grâce à des manœuvres boursières, accuse une ascension artificielle, et qu'il s'agit, sur le plan international, de renforcer la solidarité de la communauté Atlantique, où la guerre d'Indochine bat son plein ou des armes arrivent à Cherbourg, que l'on peut prendre sérieusement en considération des revendications ouvrières, et remettre en question un équilibre financier déjà menacé dangereusement. Ainsi l'intérêt de l'Etat-Patron se confond avec celui du Patronat. Les deux n'ont qu'un désir : écraser, asservir totalement les travailleurs. La guerre d'usure qui se caractérise à Clermont et à Marseille entre ouvriers et patrons ne peut que tourner à l'avantage des seconds. Nous l'avons dit, nous le redisons : seule l'action violente, simultanée, immédiate, pourra faire triompher les millions d'hommes que les Bidault et Cie considèrent comme des serfs industriels. E. A.

FEDERATION ANARCHISTE

La Vie des Groupes 1^{re} REGION Service de librairie chez Laurey Georges, 30, rue François-Ferrier, à Plessis-Beaumont (Nord). 2^e REGION CONSEIL REGIONAL Nous rappelons aux militants que le Conseil Régional aura lieu le samedi 22 avril, à 14 h. 30, salle Lancy, 10, rue Lancy (10^e). AMIS DU « LIB » Une bonne soirée vous attend ! organisée par la 2^e Région de la F. A., le Samedi 27 mai, à 20 h. 30. Une sensationnelle soirée avec les concours de nombreux artistes, suivie d'un grand bal avec orchestre réputé. PARIS-XIII. — Renseignements et adhésions. Ecrire à Jean Griveau, 7, impasse Prévost, Paris (13^e). GROUPE LOUISE MICHEL (18^e). — Jeudi 20 avril, à 21 heures : Réunion de tous les militants. Présence indispensable. ALFORTVILLE. — Le groupe se réunit tous les vendredis, à Maisons-Alfort, 49, rue Jean-Jaurès. Autobus 181, descendre vers la gare. LEVALLOIS - ENVIRONS. PARIS 17^e (Groupe Durutti). — Prochaine réunion mercredi 26 avril, 21 h., au « Vieux Normand » (face métro Rome). GROUPE DE LIVRY-GARGAN. — Réunion du groupe le jeudi 14 avril, à 21 h., salle Nolle, en face le stade. Autobus 147, arrêt Marie, Causerie et organisation de la soirée. Vendeurs du « Lib » ! Rendez-vous dimanche 23 avril, à 9 heures du matin, métro Père-Lachaise (surface), pour la vente concentrée.

propaganda pour le 1^{er} mai. Adhérents et sympathisants sont priés d'y assister. MONTREUIL. — Réunion tous les mercredis, à 20 h. 45, café du Grand-Cerf, 171, rue de Paris (Métro Robespierre). SECTION OUEST. — Un groupe du secteur lance un appel à la solidarité en faveur de l'un de ses membres actuellement dans une mauvaise situation. Adresser les fonds à Terpereau, 115, rue des Aubépines, Bois-Colombes (Seine), qui transmettra. 3^e REGION Le Congrès régional aura lieu à Lyon le dimanche 7 mai, 60, rue Saint-Jean. Les groupes sont invités à écrire au secrétaire régional. LYON. — Manifestations du 1^{er} mai. Comme l'an dernier, nous avons l'intention de défilé en queue de cortège des syndicats derrière notre drapeau noir. Pour le rassemblement, lieu et heure, passer au siège café Bon Accueil, 71, rue de Bonnel, samedi 22 et 29 avril, à partir de 16 h. 30. JEUNES LYONNAIS qui êtes intéressés par les questions sociales, le Cercle Etudes Sociales des Jeunes Anarchistes tient ses débats, ses livres discussions, sa documentation à votre disposition tous les jeudis soir, de 20 à 22 heures, dans son local, 33, rue des Chartreux, Lyon (X^e), Bourse, au 3^e étage, sous les toits. LYON-CENTRE. — Permanence assurée le samedi 22-4-50, de 19 h. 30 à 19 h., au siège, café Bon Accueil, angle rue de Bonnel et rue Boileau. SORTIE FAMILIALE CHAMPETRE (En cas mauvais temps, emplacement prévu.) Aura lieu le Dimanche 23 Avril, à « Thurin dans le Rhône ». Pour s'y rendre, prendre le car, place du Petit-Change, « Cars la Flèche bleue ». Un seul départ le matin, à 9 heures moins le quart. Descendre à Thurin, la route sera fléchée jusqu'à l'emplacement. Pour tous renseignements, Camarade R. Tardif, Tél. F. 03-70, de 12 h. à 13 h. 30, à Lyon. 4^e REGION BORDEAUX. — Permanence tous les dimanches, de 9 à 10 heures, au Service de Librairie, vieille Bourse du Travail, 42, rue Lataste.

CONGRES NATIONAL Les rapports sur les différents points de l'ordre du jour du prochain Congrès National doivent parvenir au Secrétariat général pour le 25 avril. Passé ce délai, les rapports ne pourront être insérés dans le prochain « Liens ». Un effort sera cependant fait pour les ronéotyper sous forme d'annexes. Nous demandons aux rapporteurs (groupes, commissions ou individualités) présents ou non par le C. N., de faire diligence afin d'aider ainsi à la préparation du Congrès. Le Comité National. 12^e Région SAINT-HENRI-MARSEILLE. — Les camarades habitant la Vallée de Sèon désirant adhérer au groupe local de la F.A., doivent s'adresser : Permanence tous les samedis, de 18 à 19 h. dimanche, de 10 à 12 heures, Bar Sport, Saint-Henri, Donnez aux camarades Signoret ou Coussinier. MARSEILLE-SAINT-ANTOINE. — Le groupe anarchiste « Liberté » informe les sympathisants de la localité que le groupe a constitué une bibliothèque et qu'elle met celle-ci à la disposition de tous ceux qui s'intéressent à l'anarchisme et aux questions sociales. S'adresser pour tout ce qui concerne la dite bibliothèque et le groupe à Parodi, traverse des Fabrettes, à N-Dame-Limite, Marseille. Conférences - Débats PARIS XV. — Jeudi 20 avril, à 20 h. 30, salle du P.S., 31, rue du Général-Beuret, métro Vaugrard. Sujet : Les Communautés de travail, par un délégué de l'Entente Communiste. Prière instante aux adhérents et sympathisants du secteur (7, 13^e, 14^e, 16^e, Vanves et Issy-les-Moulineaux) d'y assister. Entrée libre.

REUNIONS PUBLIQUES ET CONTRADICTOIRES 2^e REGION PARIS V^e ET VI^e (Sacco-Vanzetti) Vendredi 21 avril, à 20 h. 45 Palais de la Mutualité (Salle X) « DES JEUNES PARLENT AUX JEUNES » Un jeune ouvrier, un Ajuste, un « jeune », un étudiant nous exposeront leur point de vue sur les problèmes actuels. * MONTREUIL-BAGNOLET Le 26 avril, à 20 h. 45 Café du Grand Cerf (1^{er} étage) 171, rue de Paris MONTREUIL (Métro : Robespierre) Capitalisme, Etatisme et Institutions libertaires par le camarade Zinopoulos * 7^e REGION BRIVE Lundi 24 avril, à 20 h. 30 Salle du Cercle Intellectuel Envers et contre tous les politiciens Vers le Socialisme et la Liberté Orateur : Aristide Lapeyre * 8^e REGION LYON Samedi 6 mai, à 20 h. 30 Brasserie de l'Etoile, 1, cours Gambetta La gestion ouvrière est-elle possible ? Orateur : Joyeux

GROUPE LOUISE-MICHEL GRAND GALA ARTISTIQUE Dimanche 23 avril, à 14 h. 45 Salle Trétaigne, 7, rue de Trétaigne Métro : Joffrin UN MAGNIFIQUE PROGRAMME Les artistes que vous aimez de l'Art, de l'Humour, du Rire avec : Yann BRIEUX, le ménestrel de la radio Léo CAMPION, des Deux-Anes Jacques CATHY, du Théâtre de Dix-Heures Paulette CHARDIN, de la Vache Enragée Léo FERRE de la Rose Rouge et de la Radio Jane GARDON, des Concerts Parisiens Gaston GASSY, de la Vache Enragée Jacques GRELO de la Tomate et du Caveau Rachel LANTIER, de la Vache Enragée Josette RIOUOT, des Trois Beaufrêts Cora VAUCAIRE, la vedette de la Radio ZARAH, de la Vache Enragée et... la vedette surprise Au piano : Andrée LYC le spectacle sera présenté par Eric-Albert Cartes, 145, quai de Valmy ou 7, rue de Trétaigne

HOCHÉ MEURANT n'est plus

Nous avons reçu samedi matin la triste nouvelle ; notre camarade Joulin, délégué du C.N. au Congrès de la 1^{re} Région lui avait rendu visite. Nous lui laissons la parole. « Je m'étais fait un devoir au nom de notre Comité National de lui rendre visite. Et c'est ainsi que j'ai revu, une dernière fois, ce militant sans reproche. J'ai discuté encore avec lui de ce mouvement qu'il aimait tant et qui, jusqu'à sa dernière minute, demeura la raison de sa vie. L'animateur du vieux « Germinal », organe de la Fédération du Nord du Mouvement Anarchiste, a succombé à la tâche. Nanti d'une force de caractère exemplaire, il me rappelait encore l'anniversaire de sa condamnation à mort, le 5 avril 1906 par le tribunal militaire d'Oran. Il passa 102 jours dans une cellule et devait par la suite donner toute sa force, toute sa foi à son idéal. Hoché Meurant, militant accompli, était animé par un remarquable esprit d'abnégation et de solidarité. Nos camarades espagnols se souviennent bien de lui ; pendant la dure mais combien belle épreuve de leur Révolution, il se sacrifia pour n'imposer quel militant à n'importe quelle heure de jour ou de nuit, offrant ses repas, donnant sur son maigre salaire le nécessaire pour protéger un camarade. Sa maison, c'était le sanctuaire où le militant pourchassé par la répression venait chercher toute la vigueur, toute la chaleur, toute l'espérance de la liberté. Sa maison, c'était le relai international de la fraternité anarchiste. Il me rappelait quelques épisodes de la Révolution espagnole à laquelle il participa, l'organisation des collectifs, la défense de la Révolution, où tout était empreint de l'esprit de liberté, mais où chacun ouvrait pour sauvegarder l'œuvre constructive de la Révolution. Dans tous ses actes, prédominait le sens de l'organisation. Il ignorait l'esprit de boutique, de chapelle. D'abord servir son idéal et en être digne. Il n'a à aucun moment de sa vie démerité. Pussions-nous, nous tous qui restons, être ses égaux dans notre vie de militants. Nous nous en voudrions d'omettre dans cette activité intense, pour le Mouvement Anarchiste, l'aide si précieuse, si affectueuse, si confiante qu'il a rendu dans sa campagne. Qu'elle trouve ici l'expression de notre sincère amitié dans la douleur qui l'étreint. LE C.N. DE LA F.A.

Vers un nouveau "JUIN 36" ?

LES messieurs casqués de la IV^e République, « grands, forts et bêtes », disait le préfet Lépine, viennent, commissaires en tête, de ramasser une petite raclée. Quelques boulons et briques leur sont descendus sur le crâne, des étages de la S.N.E.C.M.A., boulevard Kellermann. Il paraît qu'ils ne sont pas contents. Ils sont tout de même là pour ça : pour une fois que leur patron les emploie, ils n'ont pas à se plaindre.

N'empêche que les ouvriers ont été contraints d'évacuer les locaux, et que trois mille d'entre eux vont être chômeurs. Quelques journaux établissent une relation de cause à effet entre ce chômage et le fait que des ingénieurs allemands travaillent à la S.N.E.C.M.A. « sous contrôle français ». Nous ne tomberons pas dans cette facile démagogie : sans être dans le secret, nous supposons que ces ingénieurs ne sont pas trois mille. Ce n'est donc pas leur nombre qui provoque la mise à pied des ouvriers français.

Il y a autre chose de plus important. La S.N.E.C.M.A. est en difficulté depuis des mois. Les usines Bergougnan et Michelin sont en grève depuis de nombreuses semaines, mais les directions ne cèdent pas. La résistance ouvrière s'essouffle.

A Brest, le bâtiment est en grève depuis cinq semaines et on n'aperçoit aucune solution. A Marseille, les dockers en sont

par **Fernand ROBERT**

au quarantième jour de lutte. Le Bon Marché dépose son bilan et s'appête à licencier un important personnel. Nous arrivons à ce que nous avons prévu depuis 1946, et singulièrement depuis plusieurs mois : le chômage va brusquement atteindre le niveau de 1935-36. Mais pas une des organisations ouvrières ne met l'accent sur les 40 heures. Il n'est question que d'augmentations de salaires. Nous posons la question : que signifie ce redoutable silence ? Est-il possible que les travailleurs n'aient pas, comme nous, l'impression que « quelque chose ne va pas » ?

Par ailleurs, il est symptomatique que le prolétariat se résigne encore, après des semaines de grève, à continuer la lutte avec les vieux moyens. Nulle part, on ne tente de briser la résistance patronale par une quelconque gestion ouvrière. C'est la preuve qu'il faut encore travailler à répandre la « grève-gestionnaire ».

Méfions-nous : il se pourrait que le terrain devienne rapidement propice à une ambiance « Juin 36 ». Il faut être prêts. La machine craque à tous côtés. Ce n'est pas encore cette fois qu'elle s'écroulera. Mais, du moins, faut-il en profiter pour l'entamer fortement.

Si nous allons à la bataille avec les vieilles méthodes, nous serons vaincus, soit par le capital, soit par la politique. Il est temps d'y penser.

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers :: La terre aux paysans

PAS D'UNION DES ETATS-MAJORS

Unité à la base

S l à son origine, la C.G.T.-F.O. prétendait poursuivre l'œuvre des « grands syndicalistes » de la Charte d'Amiens, elle ne s'embarasse plus, présentement, de telles billevesées. Tous ceux qui, dans l'aéropage de l'Avenue du Maine, présentaient certaines garanties de révolutionnaires, ou plus simplement de militants honnêtes, s'effacent discrètement devant les supporters d'un réformisme de la plus belle eau ou bien profitent à leur tour de la cure.

La situation nouvelle, créée par la conjonction économique et sociale dont ils sont les protagonistes, offre à ces syndicalistes abâtardis, d'allechantes possibilités de s'assurer, au sein des mouvements ouvriers, une place de premier choix.

Leur fébrilité à faire admettre le principe des conventions collectives, l'ardour qu'ils déploient à défendre les « réalisations sociales » dites avancées, tels les comités d'entreprises et la Sécurité sociale, leur présence constante dans de nombreuses commissions bafoilleuses et transacrées, et leur opposition systématique à tout ce qui n'aurait pas de leurs tiroirs, sont des témoignages révélateurs de leur volonté de bureaucratiser l'organisation syndicale. Outre une rémunération appréciable et insolente, les postes du réformisme y trouvent un apaisement à leur désir de paraître. Leur contact permanent avec les milieux les plus corrompus amène les inévitables « scandales » sur lesquels on met un pudique black-out. Le cas de Bouzanquet, « dé-

fenseur » de la classe ouvrière et actionnaire d'une société capitaliste, comme son « adversaire » Lunet, secrétaire C.G.T. des métaux, membre du Comité central du P.C.F. et actionnaire d'une société capitaliste de Marseille, n'est qu'un symptôme, un produit de la dégénérescence de la C.G.T.-F.O. Et ce n'est

par **Roland DESAGIS**

pas par hasard que ce pape inamovible n'a pas été répudié ou condamné par ses collègues du Bureau Confédéral. Bien au contraire, ces derniers admettent cyniquement qu'il n'y a pas d'incompatibilité entre le fait d'être secrétaire syndical et actionnaire en même temps. Car poser le cas Bouzanquet, c'était poser celui des Jouhaux, Botheau et Lafond, de toute la clique des laquais du porte-plume. Là aussi, la « loi du milieu » a triomphé.

*

A. Lafond dans « Force Ouvrière » du 13 avril 1950 déclarait : « Il faut parler entre patrons et représentants d'organisations syndicales agissant dans l'intérêt commun ou agissant dans l'intérêt bien compris des travailleurs... » C'est le comble de l'impudence ! Le premier devoir d'un syndicaliste n'est-il pas précisément de lutter contre le patronat jusqu'à son abolition ? Mais de syndicaliste, ces lamentables baveux n'en possèdent que le nom, qu'ils se décernent eux-mêmes, bien hâtivement. Et c'est

pourquoi, quand Racine et Rousseau, deux syndicats autonomes (F.N.S.A.) sous le fallacieux prétexte de l'antistalinisme, proposent l'unité organique avec ces gens, nous criions à l'inconscience ou à l'imposture. (Que ferait la C.N.T. dans l'internationale assexuée de Londres ?) Pour nous, il n'y a pas plusieurs méthodes possibles pour réaliser l'unité du prolétariat. Un collage circonstanciel entre les états-majors ne résoudrait en rien le problème de l'efficacité des luttes. Bien mieux, malgré que nous le déplorions, nous estimons que le fractionnement actuel du mouvement syndical favorise beaucoup plus les minorités révolutionnaires, qu'une centrale monolithique ou totalitaire, où se retrouveraient péle-mêle tous les fossoyeurs, trop heureux, sous le couvert de l'unité, de sauvegarder leurs prébendes.

Certes, l'union des travailleurs est indispensable. Mais à l'unité des pontifs nous opposons l'unité à la base, sur les tas, sans équivoque, sans compromis. Et tant pis pour les fromagers verbeux de la lutte de classe.

Dans la banque

Les banquiers ont répondu le 31 mars, à la question qui leur était posée depuis le 17 février.

A cette date ils ne pouvaient répondre, ne sachant pas encore ce qui serait fait ailleurs (sic).

Maintenant qu'ils sont fixés (resic), ils répondent : 7 0/0, valeur 1^{er} février. Nous ne savons pas encore quelle sera la réaction des organisations syndicales, si ce n'est que ces 7 0/0 constitueront pour elles une avance à valoir sur les nouveaux salaires professionnels, qui devront obligatoirement figurer dans les conventions collectives, article 1^{er} de la loi du 14 février 1950.

Mais tout ceci n'apporte pas aux employés ce qui leur manque : un salaire qui leur permette de vivre.

Fait symptomatique. Jusqu'à lors à peu près inconnu dans la profession : certains établissements ont dû avancer la date de la paye, tant il y avait de demandes de acompte.

Dans notre numéro du 3 mars, nous dénoncions la collusion Patronat-Gouvernement en matière de salaires ; le déroulement des grèves nous a apporté la preuve que nous avions raison.

Partout, les ouvriers se sont heurtés à une décision « unitaire » Patronat-Gouvernement.

La banque n'échappe pas à la règle. Pour les banquiers, cette augmentation de 7 0/0 représente le maximum de ce qu'ils peuvent accorder, compte tenu des positions gouvernementales, etc...

Dans le même numéro, nous évoquions les accords Matignon, de sinistre mémoire ; dans certaine centrale syndicale, où la peur du stalinisme a fait boudier l'action, l'on envisagerait d'assez bon œil la conclusion de nouveaux accords semblables.

Devant un tel état d'esprit, nous ne saurions trop mettre nos camarades de toutes les branches d'industrie en garde.

Face à cette collusion Patronat-Gou-

vernement, la classe ouvrière doit prendre elle-même ses responsabilités.

La grève générale, dont les centrales syndicales ne veulent pas, ceci pour divers motifs étrangers aux revendications ouvrières, doit être son arme.

Contre la hiérarchie ; Pour les 40 heures, les 30.000 mensuels, l'échelle mobile !

LE GROUPE BANQUE.

P.S. — La correspondance doit être adressée au « Libertaire », 145, quai de Valmy. Nous avons reçu un certain nombre de lettres ; comme elles traitent de cas particuliers, nous y répondons par lettre.

GAULLISTES PÉTAINISTES et Compagnie

On a mené grand tapage autour de l'article du colonel Rémy, paru dans « Carrefour ». De Gaulle désavoue, tous les journaux prennent position pour ou contre, l'auteur du « papier » à scandale démissionne du Comité Directeur du R.P.F. Beaucoup de bruit pour rien. Dans le geste de Rémy, on retrouve la solidarité de classe et d'intérêts à un instant brisée par des circonstances politiques ; et ce dernier éclat de la dispute entre gaullards et pétaïnistes démontre bien qu'il ne s'est jamais agi que d'une rivalité de clans, que de Gaulle aurait très bien pu être à Vichy et Pétain à Londres, que rien d'essentiel ne sépare ces deux hommes.

Aujourd'hui, les jours « glorieux » sont morts. Afin que les usages soient respectés, on voudrait bien que les deux généraux, hier ennemis, se tendent la main par-dessus les innombrables victimes qui se sont sacrifiées ou pour l'un, ou pour l'autre. Et que l'union de tous les « bons Français » se réalise sur le dos de ceux qui répugnent à l'idolâtrie de la force. Que tout soit remis en ordre : gaullistes et pétaïnistes au pouvoir, les autres... Et les rouspéteurs en prison, à la place des occupants de Vichy.

LA FARCE DES AUGMENTATIONS DE SALAIRES

NOUS avons dit et redit et répété et ressassé que les augmentations de salaires n'apportent aucune amélioration au sort de l'ouvrier. Nous avons même ajouté : au contraire. Par un paradoxe qui n'est qu'apparence, les augmentations de salaires se traduisent en définitive par une diminution du pouvoir d'achat prolétarien. En bref, donc, une augmentation de la paie équivaut bel et bien à une diminution de celle-ci. C'est un comble, disent les travailleurs. C'est naturel, répondons-nous. Et les organisations ouvrières, quelles qu'elles soient, le savent parfaitement. C'est pourquoi nous pouvons, chaque fois, leur reprocher deurrer les cotisants, et, chaque fois, dire à ces derniers : « Vous êtes à nouveau bernés. » C'est encore pour cette raison que nous ajoutons souvent : « L'échelle mobile n'est qu'un palliatif, un succédané de victoire ; ce peut être l'épée de Damoclès ». Car les augmentations de salaires se retrouvent dans les prix de revient. Ce sont donc les consommateurs qui les supportent. Or, les travailleurs sont aussi des consommateurs. Par conséquent, leur situation reste inchangée, puisqu'ils supportent eux-mêmes la charge de cette soi-disant amélioration de leur sort.

DE SALAIRES

eux-mêmes, en tant que consommateurs, qui auraient payé cette amélioration. N'empêche que c'est un progrès tangible, palpable, sensible à plus d'un titre.

Que diable objectera-t-on, si tout ce que nous demandons ou obtenons se retourne en définitive contre nous, c'est donc que le patronat a raison ?

Parfaitement, il a raison. Il a raison, parce qu'il ne veut pas rogner sur ses bénéfices parce qu'il veut garder ses prérogatives, parce qu'il entend demeurer et agir dans le cadre du système capitaliste, libéral ou non. Il a raison, parce qu'il est conservateur, c'est-à-dire routinier économiquement. Il a surtout raison parce qu'il est le plus fort. Fort de l'inénarrable faiblesse intellectuelle ouvrière.

Mais ce qui le soutient le mieux, c'est le syndicalisme réformiste, qui refuse de voir plus loin que le bout de son nez, qui se contente précisément de réformes, refusant de s'attaquer au fond du problème, faisant chorus avec les champions du « tout n'est pas possible ».

Non, tout n'est pas possible dans le cadre du régime ACTUEL. Il n'y a, même, pas grand-chose de possible dans ce cadre. C'est pourquoi, si l'on veut vraiment modifier la condition ouvrière, il faut obligatoirement sortir du cadre. En sortir, c'est tout simplement renverser les notions acquises, c'est **REVOLUTIONNER** les coutumes. Il n'y a pas d'autre issue connue. Il n'est pas besoin d'être anarchiste, ou révolté, pour y voir clair. Le

simple bon sens y suffit. Mais faire preuve de bon sens, c'est déjà être révolutionnaire.

Les dirigeants des confédérations syndicales réformistes n'ignorent rien de tout ceci. Quand nous les accusons de trahison, ce n'est pas que nous n'ions leur bonne volonté, leur capacité de travail, leurs désillusions. Ce n'est pas une insulte que nous voulons jeter. C'est une simple constatation de fait. Ce n'est pas au prolétariat, insuffisamment averti, qu'ils sont traités. C'est à eux-mêmes.

Si, en tant que révolutionnaires, nous sommes quand même dans ces centrales, cela ne signifie nullement que nous approuvons les dirigeants, ni même les revendications. Nous y sommes pour être plus près de la masse, afin de l'éclairer sur la vanité des réformes sans lendemain, afin de la

mettre à même de comprendre, afin de tuer la peur de la révolution, qui la ronge.

Ce faisant, nous n'avons pas conscience d'agir en jésuites. Nous avons plutôt l'impression que nous facilitons la tâche d'hommes dont nous voulons croire encore que subsiste en eux le désir de reprendre la route de la révolution, le moment venu. Nous nous plions, momentanément, aux impératifs de l'heure, mais nous n'abandonons pas.

Ainsi, le syndicalisme reste, pour les militants qui savent ce qu'ils veulent — et le veulent — un **MOYEN**. Non pas de renverser la face des choses, car le syndicalisme seul n'y suffit pas. Mais bien le moyen de dégrader, sur le lieu même du travail, des dizaines de cerveaux à la fois, complètement obscurcis par quarante ans de tergiversations, compromissions, capitulations ; obnubilé par six années de dévotions forcées et obligées au nouveau dieu, père de tous les camps de déportation.

René GUY.

Le chrétien face aux athéismes

(Suite de la 3^e page)

Le P. Riquet a donc raison : « S'abstenir de nier Dieu aussi bien que de l'affirmer, telle doit être l'attitude des sciences authentiquement positives... » et nous ajouterons que cela est vrai tout autant pour la psychologie que pour la physique.

Et il est vrai même que le savant n'a pas le droit, en s'appuyant sur la Science, s'il veut en respecter la méthode, d'affirmer que la Science embrasse tout le Réel. Même s'il est matérialiste (au sens de Bakounine, — voir Dieu et l'Etat —, et non au sens que les religieux donnent à ce mot) s'il est moniste, il ne peut, d'un point de vue scientifique, dire que tout le Réel, toute la Matière (et donc alors, y compris les phénomènes dits de l'Esprit) sont objets de Science. Il peut l'affirmer, mais en tant que croyant d'une autre espèce, non en tant que Savant. Il n'est plus alors un Savant, mais un Scientiste.

Rappelons là, en passant, combien l'on a mérité de Sébastien Faure (peut-être certains de ses admirateurs intempérisés lui ont-ils fait plus de tort que ses ennemis). Si Faure a dit et redit dans ses Préfaces qu'en l'état actuel des connaissances, on ne pouvait ni affirmer ni nier en s'appuyant sur la Science, et qu'il se limitait à nier, par la logique, un Dieu que ses fidèles avaient eu tort de définir, de décrire.

Quant au Dieu des philosophes, S. Faure le laissait en paix, le considérant comme une hypothèse sans danger, une explication verbale au même titre que le mot « Nature » dont certains prétendaient faire l'explication-clé du monde.

Or, le Père Riquet, ayant rejeté — à bon droit — la Science du domaine divin, et n'y ayant rien gagné, fait état

d'une autre forme de connaissance qui est pour les uns, ce qu'ils appellent Foi, mais qui peut être pour les autres, l'Intuition, la Connaissance Poétique, les Impératifs moraux. Or pour ceux-ci, la limitation du domaine de la Science, le rejet non de la Science mais du Scientisme, ne signifie pas la croyance en Dieu. Le surréalisme par exemple (qu'il faudra bien un jour se résoudre à appeler Réalisme) englobe dans le Surréal ou mieux le Réel, tout le rationnel et l'irrationnel. Il est athée, parce qu'il affirme une immanence totale sans se borner à un Rationalisme étroit ou à un Scientisme qui n'est encore qu'une foi, non mieux prouvée que l'autre. Et ce n'est sans doute pas par hasard que le P. Riquet, qui a rompu des lances contre l'Existentialisme de Sartre, dans sa 4^e conférence, a passé le Surréalisme et tout Monisme non étroitement scientiste sous silence.

Le P. Riquet n'a donc pas gagné la partie. Il peut tout juste conclure que la Science n'embrasse pas tout, au moins de nos jours. Et c'est par un sophisme élegant mais visible tout de même qu'il appelle Dieu ce qu'il place en dehors du domaine de la Science et qu'il affirme transcendant ce que nous pouvons penser immanent. Son effort, en définitive, se révèle aussi pitoyable que celui de M. Lecomte du Noüy.

Le Dieu auquel aboutit le R.P. n'est plus défini, et il peut être aussi bien celui de Spinosa, de Robespierre ou de Proudhon que celui de l'Eglise catholique.

La faiblesse n'a pas échappé au R.P. et, dans sa cinquième Conférence, on comprend qu'il ait fait du Dieu des Catholiques une figure plus parfaite, mais non totalement différente du Dieu qui se trouve dans toutes les religions ou du principe d'explication de tous les systèmes du monde.

C'est très fort, très libéral, très ouvert, très « tolérant », très dans la tradition jésuite (aucun sens péjoratif ici) et nous savons que les missions jésuites en Chine n'hésiteront pas à assimiler les pagodes aux Eglises et les « esprits » à Dieu.

Seulement, à chaque fois qu'ainsi on veut ne pas rendre la Religion inaccessible ou se servir du raisonnement logique pour arriver à « Dieu », on perd le Dieu du Catholicisme.

S'il n'y avait le sophisme en permanence dans la pensée — et non seulement peut-être dans l'expression — du père Riquet, le père Riquet serait, en fait, un hérétique et son Dieu une simple substitution verbale des données morales ou de l'irrationnel.

Pour nous, qui n'avons pas un Dieu bien défini à perdre en philosophant, nous nous en tiendrons dans le domaine religieux à laisser la Foi, et la Religion proprement dite, comme affaires privées et l'Anarchisme n'a pas encore éprouvé le besoin d'affirmer qu'il possédait une clé merveilleuse pour l'explication du monde. Nous n'avons pas à établir un nouveau dogme ou affirmer une solution philosophique définitive. Mais nous savons bien que nous avons à combattre l'Eglise, le phénomène clergé plutôt et que celui-ci ne se rencontre pas que dans l'Eglise catholique mais aussi dans ses substituts politiques comme l'Eglise stalinienne.

Et s'il se trouve des croyants, des religieux, qui sont assez détachés des dogmes pour s'être fait un Dieu plus large, plus philosophique que celui du Catholicisme, qu'ils n'aient pas peur de se reconnaître les hérétiques qu'ils sont et qu'ils n'appartiennent plus, réellement, à une Eglise-Etat imposant une morale autoritaire, répressive, d'aliénation.

"Maigre" obligatoire

Il est une cantine d'un grand central téléphonique de Paris où s'est passé, le vendredi saint, un incident, à mon sens, fort regrettable.

Il y fut servi, pour le déjeuner, du poisson ou des œufs, au choix ; le soir, le même menu fut de nouveau, présenté. Plusieurs jeunes gens, éprouvant le besoin d'un repas plus substantiel, protestèrent, demandant de la viande. Il leur fut répondu : « Il n'y en a pas ». Mais, comme ils voyaient du jambon, ils insistèrent, et le refus le plus catégorique leur fut opposé par la gérante. D'où discussion générale, propos acerbes de part et d'autre. Beaucoup de protestataires, travaillant en brigade de 12 heures à 24 heures, ne sont pas autorisés à sortir pour aller dîner au restaurant, et ils durent en passer par le caprice de cette dame qui devrait se souvenir que la jeunesse a subi assez de jours maigres pendant toute la guerre et les années qui la suivirent, pour avoir acquis le droit de manger à présent ce qui lui fait plaisir.

D'autre part, il est absolument inadmissible que la gérante d'une cantine appartenant au service de l'Etat (qui se dit laïque) puisse imposer les rites d'une quelconque religion à ceux qu'elle a mission de servir, car je ne suppose pas qu'elle avertisse, pour ce faire, reçu des ordres de ses chefs.

Je ne pense pas que ce soit avec des abus de ce genre que la religion catholique arrive à se faire aimer.

FOREST.

A LA S.N.E.C.M.A.

Les camarades libertaires et sympathisants libertaires travaillant à la S.N.E.C.M.A. sont priés de passer jeudi matin au 145, quai de Valmy, à 11 heures ; dans l'impossibilité de se déplacer, écrire au camarade Joyeux, 145, quai de Valmy.

C. N. T.

MILITANTS, TRAVAILLEURS ET AMIS vous assisterez le DIMANCHE 30 AVRIL AU MEETING COMMEMORATIF DU 1^{er} MAI

qui se tiendra à la Grande Salle de la Mutualité, 24, rue Saint-Victor, et sera une affirmation internationaliste, avec la participation de plusieurs sections de l'Association Internationale des Travailleurs.

TOULOUSE-ESPÉRANTO

A partir du 19 avril 1950, un cours gratuit de langue internationale aura lieu chaque mercredi, de 21 heures à 22 h. 30 dans les locaux de la Maison des Syndicats, Cours Dillon, Toulouse.

PETITE CORRESPONDANCE Nous prions le camarade Cheminot qui nous a écrit dernièrement de nous communiquer son adresse afin que nous puissions lui répondre.

La Gérante : P. LAVIN

Impr. Centr. du Croissant 19, r. du Croissant, Paris-9

Après avoir lu ce journal FAITES-LE CIRCULER !

Merci

On nous écrit :

Draguignan, le 13-3-1950
Cher camarade Joulin,

En réponse à la quinzaine du « Lib » je t'envoie à ton compte Chèque 5561-76 Paris, la somme de 200 francs, car je comprends que les salariés sont en grève, et qu'ils ne peuvent alimenter la souscription habituelle. Quant à moi, je fais partie des non-salariés, et je profite de la circonstance pour répondre à la quinzaine du « Libertaire ».

Nous sommes, nous les non salariés, le groupe de soutien, le groupe de combat et de choc de notre cher « Lib » qui est lui, le seul guide des salariés, le seul journal éclairant le prolétariat sur le véritable chemin de son émancipation.

Vont-ils enfin comprendre, ces ouvriers, qu'ils doivent faire marcher les usines pour leur propre compte, et non pour celui des capitalistes.

Dans cette attente, recois, cher camarade, mon salut fraternel.

MABIRE.